

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

GRAND PORT MARITIME DE ROUEN
Réseau Ferroviaire Portuaire

REGENERATION DU PN 32 RIVE GAUCHE

Procédure adaptée (Article R.2123-1 du Code de la Commande Publique)

Cahier des Clauses Administratives Particulières

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1.1 - OBJET DU MARCHÉ	3
1.2 - DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	3
1.3 - MAÎTRISE D'ŒUVRE	3
ARTICLE 2 : PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3 : PRIX DU MARCHÉ	4
3.1 - CARACTÉRISTIQUES DES PRIX	4
3.2 - MODALITÉS DE VARIATION DES PRIX	4
3.4 – CHOIX DE L'INDEX DE RÉFÉRENCE	4
ARTICLE 4 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	5
4.1- GARANTIE FINANCIÈRE	5
4.2- AVANCE	5
ARTICLE 5 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT	6
5.1- FACTURATION	6
5.2-PAIEMENT	7
ARTICLE 6 : DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS	7
6.1 - DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	7
6.2 - PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION	7
6.3 - PÉNALITÉS	8
ARTICLE 7 : PRÉPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX	8
7.1 - PÉRIODE DE PRÉPARATION - PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	8
7.2 - PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ	8
7.3 - REGISTRE DE CHANTIER	8
ARTICLE 8 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER	8
8.1 - INSTALLATIONS DE CHANTIER	8
8.2 - SIGNALISATION DES CHANTIERS	9
8.3 - TRAVAUX NON PRÉVUS	9
ARTICLE 9 : RÉCEPTION DES TRAVAUX	9
ARTICLE 10 : GARANTIES ET ASSURANCES	9
10.1 - DÉLAIS DE GARANTIE	9
10.2 - ASSURANCES	9
ARTICLE 11 : RÉSILIATION DU MARCHÉ	10
ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE	10
ARTICLE 13 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	10

Article premier : Objet du marché - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent la régénération complète du PN 32, Boulevard Maritime à Petit Couronne. Ce PN est composé de rails et contre-rail VIGNOLE et d'enrobé. Il sera reconstitué avec du rail à gorge et de l'enrobé.

Les travaux comprennent l'ensemble des fournitures et des travaux nécessaires à la régénération du PN 32.

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée ponctuel non reconductible soumis aux dispositions des articles R.2123-1 1° et R.2123-4 du Code de la Commande Publique.

La description des travaux à réaliser et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

1.2 - Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ni en lots.

1.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

**GRAND PORT MARITIME DE ROUEN
Pôle Réseau Ferroviaire Portuaire
34 Boulevard de Boisguilbert
76000 ROUEN**

Le maître d'œuvre est : le Responsable du Pôle

Article 2 : Pièces contractuelles du marché

Les pièces contractuelles du marché sont mentionnées ci-dessous. En cas de contradiction entre elles, elles prévalent dans l'ordre suivant :

- L'Acte d'Engagement (A.E.)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux
- Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires
- Le Détail Estimatif (DE)
- Mémoire technique
- La liste des normes citées au CCTP

Normes européennes

NF EN 13145 + A1 : Applications ferroviaires - Voie - Traverses et supports en bois – Décembre 2011

NF EN 13450 : Granulats pour ballast de voie ferrée – Aout 2003

NF EN 13674-1 + A1 : Applications ferroviaires - Voie - Rails - Partie 1 : Rails Vignole de masse supérieure ou égale à 46 kg/m – Juin 2017

EN 14811 : Applications ferroviaires - Voie - Rails spéciaux - Rails à gorges et profils de construction associés

Normes AFNOR

NF F50-006 : Installations fixes ferroviaires - Tirefonds à filet variable – Avril 1998

NF F50-031 : Installations fixes ferroviaires - Selles métalliques – Décembre 1989

Article 3 : Prix du marché

3.1 - Caractéristiques des prix

Les travaux faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix unitaires et des prix forfaitaires prévus au Bordereau des Prix, selon les stipulations de l'Acte d'Engagement, en tenant compte de l'ensemble des éléments prévus dans les pièces contractuelles du marché.

3.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés fermes. Si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date limite de remise des offres et la date de démarrage des travaux, les prix seront actualisés par application de la formule suivante :

$$C_n = \frac{I_{d-3}}{I_0}$$

dans laquelle I_0 et I_{d-3} sont des valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois d-3 par l'index de référence I du marché sous réserve que le mois d du début du délai contractuel d'exécution des prestations soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

3.3 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant celui fixé pour la remise des offres ; ce mois indiqué en page de garde de l'acte d'engagement est appelé « mois zéro ».

3.4 – choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index national suivant :

- VF2 "Travaux de voie avec mécanisation légère", base 100 en Janvier 1975, publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

Article 4 : Clauses de financement et de sûreté

4.1- Garantie financière

Une retenue de garantie de 5 % du montant hors taxes des sommes dues au titulaire sera appliquée sur chaque acompte.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande délivrée par un établissement de crédit.

Par dérogation la retenue de garantie ne sera pas remplacée par une caution personnelle et solidaire mais par la garantie à première demande prévue à l'article R2191-36 du Code de la commande publique.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie à première demande devra être constituée pour le montant total du marché, y compris ses modifications en cours d'exécution. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie seront reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

Lorsque le titulaire du marché est un groupement solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour le montant total du marché, y compris ses modifications en cours d'exécution.

Lorsque le titulaire du marché est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

La retenue de garantie est remboursée, et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés, dans le mois qui suit l'expiration du délai de garantie sauf si le maître d'ouvrage a, avant l'expiration de ce délai, notifié par lettre recommandée au titulaire du marché, ou à l'établissement selon le cas, que le marché a fait l'objet de réserves et que celles-ci n'ont pas été levées à l'expiration de ce délai. Dans ce cas, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la levée de ces réserves.

4.2- Avance

Si le montant du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, une avance sera versée au titulaire, dans les conditions fixées aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique, sauf s'il y renonce expressément dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est, en prix de base, égal à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché si le délai N d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas douze mois. Il est égal au produit de ces 5 % par $12/N$, N étant exprimé en mois, si le délai dépasse douze mois.

Ce montant n'est ni révisé, ni actualisé.

Le paiement de l'avance interviendra sans formalité dans le délai d'un mois compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Le remboursement de l'avance interviendra par précompte sur le décompte unique du marché.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants, dans les conditions fixées à aux articles R.2193-17 à R.2193-21 du Code la commande publique, lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est supérieur à cinquante mille (50 000) Euros hors T.V.A.

Le versement de cette avance, dont le montant est de 5 % du montant toutes taxes comprises, ou hors taxes en cas d'auto liquidation des travaux sous-traités, et son remboursement, sont effectués à la diligence de l'Entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Article 5 : Modalités de règlement

5.1- Facturation

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 13.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Les travaux faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix forfaitaires et des prix unitaires figurant au bordereau des prix.

Les comptes seront réglés en une seule fois à la réception des travaux.

Les demandes de paiement porteront au minimum les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le numéro du marché ;
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé ;
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT.

Les factures seront transmises conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique.

Si le titulaire n'est pas soumis à cette obligation, il adressera ses factures en 2 exemplaires à l'adresse suivante :

GRAND PORT MARITIME DE ROUEN
Pôle Réseau Ferroviaire Portuaire
34 Boulevard de Boisguilbert
76000 ROUEN

5.2-Paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Article 6 : Délai d'exécution - Pénalités

6.1 - Délai d'exécution des travaux

Le délai de réalisation est précisé à l'article 3 de l'Acte d'Engagement.

6.2 - Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 alinéa 1 du C.C.A.G.-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 0 (zéro) jour.

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 alinéa 3 du C.C.A.G.-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

<i>Nature du phénomène</i>	<i>Intensité limite</i>
<i>Vitesse du vent au sol sur le port de ROUEN</i>	<i>50 km/h</i>
<i>Gel</i>	<i>(- 5°C) relevé au sol</i>
<i>Température</i>	<i>+ 45° c au rail</i>
<i>Neige</i>	<i>Présence uniforme au sol à l'embauche</i>

<i>Précipitations exceptionnelles</i>	<i>3 mm en 1 heure</i>
<i>Précipitations</i>	<i>Durée cumulée supérieure à 4h pendant une journée de 8 h à 18 h</i>

6.3 - Pénalités

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG-Travaux, le titulaire subira une pénalité de 2000 € par jour calendaires de retard dans l'achèvement des travaux.

Il ne sera pas versé de prime d'avance.

Article 7 : Préparation et Coordination des travaux

7.1 - Période de préparation - programme d'exécution des travaux

Le délai d'exécution global des travaux est de 12 semaines comprenant les approvisionnements, la préparation, la réalisation et la remise du DOE.

Ce délai d'exécution global part de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer.

7.2 - Plan d'assurance qualité

Pour répondre à la problématique de la gestion de la qualité du chantier et celle du respect de l'environnement, le titulaire a la responsabilité d'établir un plan d'assurance qualité (PAQ). Ce document, soumis au visa du maître d'œuvre, sera conforme aux dispositions du CCTP.

7.3 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

Article 8 : Installation et organisation du chantier

8.1 - Installations de chantier

Conformément à l'article 31.1 C.C.A.G.-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

8.2 - Signalisation des chantiers

Conformément à l'article 31.6 du C.C.A.G Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

8.3 - Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'application des dispositions de l'article 15 du CCAG Travaux.

Article 9 : Réception des travaux

Par dérogation aux stipulations de l'article 41 du CCAG-Travaux, la validation du procès-verbal de réception des travaux ne sera prononcée qu'après constat de la bonne réalisation des travaux, de la réouverture à la circulation ferroviaire sans restriction, de la remise en état des lieux.

Article 10 : Garanties et assurances

10.1 - Délais de garantie

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG Travaux, le délai de garantie sera de deux ans à compter de la date de réception des travaux.

10.2 - Assurances

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est titulaire du contrat d'assurance responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers (y compris le personnel du GPMR) en cas de dommages de toute nature causés par l'exécution des travaux.

En outre, cette police devra comporter une clause de non recours contre le GPMR pour les dommages subis par le matériel ou le personnel de l'entreprise ou pour des dommages causés aux tiers au cours de l'exécution de ces prestations.

Article 11 : Résiliation du marché

Conformément à l'article 46 du C.C.A.G.-Travaux, le Grand Port Maritime de Rouen se réserve le droit de résilier le marché sans préavis ni indemnités dans le cas où le titulaire serait incapable de tenir ses engagements.

Article 12 : Sous-traitance

Si le titulaire du marché souhaite avoir recours à la sous-traitance au cours du marché, il devra obligatoirement en faire la demande auprès du Grand Port Maritime de Rouen, en lui adressant un acte spécial de sous-traitance. Le titulaire devra impérativement avoir obtenu la validation de ce document par le GPMR avant toute intervention du sous-traitant.

Article 13 : Dérogations aux documents généraux

Le présent C.C.A.P. déroge au CCAG Travaux par les articles suivants :

L'article 6.3 déroge aux articles 20.1 et 20.4 du C.C.A.G Travaux

L'article 7.1 déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G Travaux

L'article 9 déroge à l'article 41 du C.C.A.G. Travaux

L'article 10.1 déroge à l'article 44.1 du C.C.A.G Travaux

Dressé par le Responsable du Pôle
Réseau Ferré Portuaire

Rouen, le 22 OCT. 2020

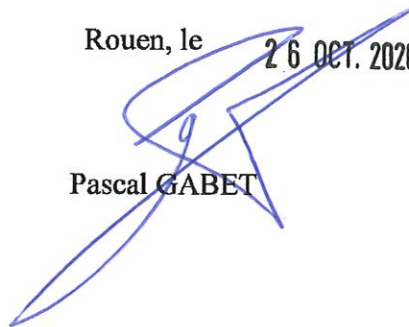
Didier SIMON



Vérifié par le Directeur Général
du GPMR

Rouen, le 26 OCT. 2020

Pascal GABET



Lu et approuvé
Signature,
(Représentant habilité à engager l'entreprise)
A , le